

Le chiffon rouge

BULLETIN DES COMMUNISTES TARBAIS des CANTONS 1 et 2

**Nous avons
droit aux
profits !**



Nous avons fait un rêve

Les salariés n'avaient plus peur de faire, un jour, partie des 100 000 SDF que compte notre pays,

Le temps où, pour les ménages, les fins de mois commençaient pendant la première quinzaine était révolu et les 10 % de français qui vivent avec 845 euros en moyenne voyaient leurs revenus augmenter pour leur permettre de vivre et non de survivre.

Le SMIC passait à 1500 €, les minima sociaux augmentaient de 300 € et étaient indexé sur le SMIC et enfin aucune retraite n'était en dessous du salaire minimum. Dans le privé le droit à la retraite était calculé à taux plein à 60 ans sur les 10 dernières années avec 37.5 annuités. Enfin tous les salaires profitaient d'une réévaluation et ainsi la consommation relancée permettait de créer des emplois.

Impossible, à l'heure où le capital s'enrichit au détriment des salaires? Impossible alors que la moitié des salariés gagnent moins de 1 315 € par mois? Impossible alors que les profits du CAC 40, les revenus des grands patrons explosent d'une manière inacceptable? Impossible alors que les profits sont passés du quart au tiers du PIB pendant que le pouvoir d'achat populaire a baissé d'autant?

Ce rêve peut devenir réalité.

La gauche a déjà déçu. Il faut en tirer les leçons et ne pas recommencer les mêmes erreurs.

Certes le changement va demander une très grande détermination. Mais c'est uniquement comme cela que nous nous donnerons les moyens à la mesure des enjeux.

Par exemple, le SMIC à 1 500 € cela représente 9 milliards soit l'augmentation des dividendes que les actionnaires du CAC 40 ont perçu en 2005. Les cadeaux fiscaux aux 10 % de foyers les plus riches coûtent 30 milliards à l'État. En France chaque heure de travail permet de produire 19 % de plus que dans le reste de l'Union européenne. Avant les 35 heures, en 1997, cette différence était de 15 %. Ce sont des preuves que les moyens existent. Il faut avoir la volonté de les mettre au service du bien de tous. Les salariés créateurs de richesses ne peuvent pas en profiter. Les profits sont monopolisés par une minorité: les actionnaires.

3,7 millions de personnes subissent le temps partiel. Ce sont essentiellement des travailleurs pauvres dont 85 % de femmes. Les contrats de travail autres que les CDI doivent disparaître comme a disparu le CPE pour permettre aux salariés de se loger, de vivre. Oui, M. Sarkozy, ces employés voudraient travailler plus.

Une grande réforme de la fiscalité est nécessaire pour se donner les moyens financiers, notre protection sociale en a grand besoin. Les revenus financiers doivent cotiser comme les revenus du travail.

Le MEDEF et le droite aggravent les conditions de travail tout en utilisant ceux qui en étaient exclus et la précarité pour faire pression à la baisse sur les rémunérations et pour faire accepter la flexibilité et la précarité. Le chantage aux délocalisations sont aussi des moyens de faire baisser les revenus salariaux. Par ce biais les décideurs font ou tentent de faire accepter le gel des salaires, l'augmentation du temps de travail, des exonérations de cotisations sociales qui plombent gravement les budgets de la Sécurité Sociale. Dans le cadre de la réforme fiscale les entreprises qui délocalisent doivent rembourser les aides publiques perçues. Une taxe doit être appliquée sur la réimportation des produits de ces entreprises.

Une autre politique est possible.

Rassembler la gauche populaire et antilibérale avec Marie Georges Buffet en est le meilleur moyen.

